



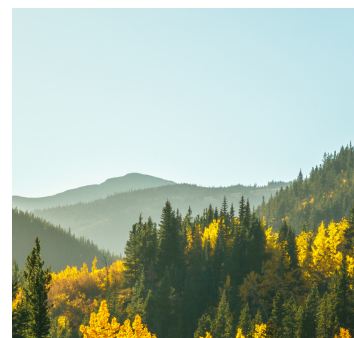
Fédération
des acteurs de
la solidarité

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Rapport d'activité

Année 2021

*Fédération des acteurs de la solidarité
Auvergne-Rhône-Alpes*



Ateliers
"Comme à la radio"

En janvier 2021, le Conseil d'Administration a confirmé les 3 principes structurants suivants :



L'accès aux droits comme préalable

L'accès aux droits fondamentaux, la défense des droits tels que la santé, l'éducation, la culture, l'emploi et le logement doivent guider notre action. Ainsi, la question de la connaissance des mécanismes de non-recours est essentielle.



Le pouvoir d'agir, la citoyenneté, et la reconnaissance d'expérience des personnes concernées

Reconnaissance des savoirs construits sur les expériences vécues. La première des priorités sur ce point est de combattre sans relâche les préjugés attachés aux pauvres. Il nous faut battre en brèche, le regard et les discours moralisateurs, qui disent que les pauvres n'auraient pas les compétences, les qualifications pour agir. Nous devons agir aux côtés des personnes concernées, avec leur accord, leur réelle adhésion et avoir comme boussole l'effectivité de leurs droits sociaux, culturels, civils et politiques.



L'approche transversale et décloisonnée

Prendre en considération l'interdépendance entre habitat, santé, travail, éducation et culture.

Prendre en compte et rendre vivants les concepts tels que pluridisciplinarité, horizontalité, multiréférence, pair-aidance.

Appréhender la complexité des oppressions, discriminations, blocages, multiples que subissent les premiers concernés. La trajectoire sociale des personnes, leur genre, leur orientation sexuelle, leur handicap, leur origine ethnique, l'âge ne sont pas des éléments autonomes. Ces éléments se constituent mutuellement, ils interagissent entre eux.

Pour développer ces 3 principes, des moyens d'intervention ont également été définis, réitérés



Le partenariat : s'inscrire systématiquement via des actions partenariales, avec les acteurs de terrain, les autres réseaux, les pouvoirs publics, en fonction des thématiques



Le questionnement en permanence : travailler en lien avec la recherche pour se questionner sans cesse, et dans les différentes instances de la fédération, faire vivre ces lieux d'échanges et de questionnement



L'accompagnement aux changements des pratiques, la formation initiale et continue :

la fédération régionale poursuit ses actions de formations et d'accompagnement des intervenants sociaux, des équipes et des directions pour permettre à chacun de bénéficier de renforcement des compétences face aux évolutions du secteur



SOMMAIRE

AU FIL DES SAISONS

- Rapport moral **Page 4**
- La Fédération des acteurs de la solidarité
Auvergne Rhône-Alpes, c'est... **Page 6**
- Hiver **Page 8**
- Printemps **Page 12**
- Eté **Page 16**
- Automne **Page 20**
- Vie d'équipe et engagement **Page 27**
- L'équipe salariée et le conseil d'administration **Page 29**
- Les financeurs **Page 30**
- Ils nous ont rejoint en 2021... **Page 31**

RAPPORT MORAL

MARISA LAI-PUIATTI, PRÉSIDENTE RÉGIONALE



Le premier ressenti concernant le bilan de 2021 est que **l'ordre social existant a été bien contrarié.**

Le second est que **nous avons été submergés par de nouvelles incertitudes.**

Les normalités d'avant sont devenues des fictions et les fictions d'hier des réalités.

Après la sidération du printemps 2020, nous avons cru que cette crise sanitaire serait jugulée en quelques mois. Elle a continué à dominer notre vie sociale et économique, bouleversant profondément de nombreuses organisations.

Dans ce contexte inédit, les professionnel.les du social, ont démontré par leur engagement et leur sens des responsabilités, qu'elles, ils, étaient des maillons essentiels à la cohésion du pays.

Elles, ils, n'ont jamais lâché la barre face à ce raz de marée de précarités, anciennes ou induites par la pandémie. Elles, ils, ont été en première ligne, pour défendre les droits des personnes dont les pauvretés, matérielles et sociales, ont été exacerbées.

Résolument optimistes, nous avons espéré que l'efficacité, le dévouement, l'adaptabilité des travailleurs sociaux conduiraient les pouvoirs publics à reconnaître leur irremplaçable utilité sociale.

Espéré que des moyens suffisants seraient déployés, adaptés aux enjeux que cette crise sanitaire a mis à jour.

Espéré que les rapports de la puissance publique avec les associations prestataires, deviendraient moins surplombants, moins injonctifs, davantage coopératifs.

Espéré que l'expertise des praticiens de terrain et des personnes concernées soit prise en compte ainsi que les spécificités de chaque territoire.

Il n'en a rien été. L'ordre ancien a perduré.

« En dépit de toutes les proclamations sur l'indivisibilité des droits humains, les droits économiques et sociaux continuent à subir un grave déficit de crédibilité » Danielle Lochak : « Le droit et les paradoxes de l'universalité »

Trop de personnes que nous accompagnons continuent de se voir dénier leurs droits fondamentaux dans l'accès à un hébergement digne, un logement adapté, l'éducation de leurs enfants, des soins essentiels, une alimentation suffisante, leurs droits culturels, leurs droits administratifs.

L'inconditionnalité et la continuité de l'accueil ne sont pas respectés.

Des jeunes, en situation de pauvreté absolue, se voient toujours nier l'accès à un revenu minimum.

Des femmes, cheffes de familles monoparentales, des chômeurs en fin de droits ne mangent à la fin de chaque mois que grâce aux dons alimentaires.

Des féminicides alimentent les faits divers et les associations de lutte contre les violences faites aux femmes attendent des moyens à la hauteur des besoins.

Les effets de la dématérialisation des procédures administratives, pour beaucoup trop d'usagers, produisent un véritable recul de l'accès à leurs droits.

Les étrangers qui doivent renouveler leur titre de séjour ou déposer une demande, subissent un véritable calvaire. Nombreux perdent leur titre de séjour, leur logement et leur emploi. Ceux qui n'ont pas de titre de séjour, sont empêchés d'en obtenir un.

Le seul bénéfice de ce dispositif est que les interminables files d'attente devant les préfectures, visibles, sont remplacées par des files d'attente numériques, invisibles.

Ces situations, kafkaïennes, ajoutent de la précarité à la précarité et épuisent les travailleurs sociaux qui font tampon à la détresse et la colère des personnes concernées.

En 2021, le climat de suspicion généralisée contre les plus pauvres de nos concitoyens a encore pris de l'ampleur.

Surenchère d'exigences de contreparties, les « assistés » doivent « rendre » en actes ce que leur donne la solidarité publique. La chasse aux fraudeurs de prestations sociales est toujours un combat de première ligne.

Pourtant les rapports, invariablement, établissent qu'un tiers des foyers éligibles ne demandent pas à percevoir le RSA et que l'Etat économise plusieurs milliards d'euros chaque année grâce au non-recours.

En 2021, nous avons mesuré l'ampleur d'un désastre à venir.

Les travailleuses et travailleurs sociaux sont fatigués et beaucoup quittent la profession.

Restés hors des radars des pouvoirs publics, leurs conditions de travail n'ont bénéficié d'aucune réelle amélioration.

Malgré leur puissant engagement, elles, ils, sont restés des invisibles, autant que les personnes qu'elles, ils, accompagnent.

La conjugaison de la difficulté du métier, du manque de considération, des perspectives professionnelles nulles et des salaires indécents, produit des défections en cascade. Beaucoup changent de voie professionnelle, les jeunes étudiant.es boudent ces formations autrefois très attractives, certain.es les quittent après le premier stage en immersion, les centres de formation peinent à recruter. Dans un avenir très proche, nous allons subir un grave déficit de compétences, comparable à celui des professionnel.es des hôpitaux et de l'éducation nationale. Pour que cesse cette hémorragie, il devient urgent d'engager un plan ambitieux de revalorisation de ces métiers.

Il faut aussi que cessent les injonctions paradoxales.



Alors que l'état valorise nombre d'actions autour de la stratégie de lutte contre la pauvreté, ce sont ses propres politiques qui maintiennent ou font basculer des ménages dans la pauvreté.

En premier lieu, des politiques du logement qui ne luttent pas efficacement contre la spéculation et la cherté du logement et une politique sur le chômage qui exclut un nombre important de personnes.

Il nous faut, collectivement, porter une parole militante pour défendre la dignité des personnes en situation de pauvreté. Nous devons sans cesse rappeler que ce sont les inégalités structurelles de classe, de genre, d'ethnicité et les discriminations massives qui en découlent, qui sont les causes de la pauvreté de millions de femmes, d'étrangers, de travailleurs précaires.

Nous devons réaffirmer que l'on ne combat pas la pauvreté en stigmatisant les pauvres. Eradiquer la pauvreté est un horizon possible.

Défendre et faciliter l'accès aux droits sociaux, un hébergement digne, des ressources suffisantes, l'accès à la santé, l'éducation, la sécurité, la culture, est à notre portée.

« Les droits sociaux ne sont pas des droits de pauvres, de pauvres droits. Ils sont la seule richesse des pauvres, leur seul patrimoine, leur liberté » Dominique Rousseau: « Droits des pauvres, pauvres droits? »

LA FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ AUVERGNE RHÔNE ALPES, C'EST...



L'animation d'un réseau régional d'une centaine de structures adhérentes œuvrant pour la solidarité avec :

Des **rencontres individuelles et des échanges entre les structures et l'équipe de la Fédération**, en présentiel, par mail, par téléphone, pour apporter un appui technique aux adhérents, les soutenir dans leurs différentes démarches, projets de développement ou création de nouvelles activités., réflexions.

Des collectifs de structures adhérentes dans différents départements: En Isère, en Drôme-Ardèche, en Haute-Savoie, avec parfois une dynamique à relancer après la crise sanitaire, comme dans la Loire, dans le Rhône, et un partenariat avec l'Uriopss en Auvergne, via le collectif Alerte. Ces collectifs coanimés avec les délégués départementaux et une salariée de la Fédération régionale visent à renforcer les liens entre acteurs d'un même territoire, pour une meilleure articulation des actions, et un plaidoyer local.

« Le rôle de déléguée départementale est pour moi une façon de proposer aux adhérents de s'appuyer sur la fédération en tant que groupe de référence.

Référence dans le sens du partage et de la communication des valeurs, de la posture sociale et politique.

Puis c'est aussi un rôle plus pragmatique de relai des enjeux du secteur ; et aussi depuis les structures d'alerte sur des situations rencontrées dans les départements, de partage de réussites pour contribuer à la capitalisation, de rencontre et d'échange entre membres. »



Sarah Daligaux
Déléguée départementale Haute-Savoie

Des commissions régionales sur différentes thématiques: Emploi/IAE, Veille sociale - SIAO, Hébergement & Logement, Santé, Culture, Enfance / Famille. Ces commissions réunissent 3 à 4 fois par an les adhérents de l'ensemble de la région, mais aussi des intervenants extérieurs de la thématique pour apporter des éclairages techniques ou opérationnels. Elles permettent de décrypter les politiques publiques et de faire remonter les problèmes locaux pour alimenter le plaidoyer régional et national. Elles facilitent le lien entre acteurs, et ouvrent à de nouvelles perspectives avec des interventions extérieures de partenaires.

Des temps forts dans l'année avec l'organisation de :

- **La journée de rentrée** en Octobre qui permet d'actualiser les adhérents sur l'ensemble des politiques publiques qui les concernent.
- **L'Assemblée générale** en Juin qui, en plus des votes officiels, permet aux adhérents de réfléchir et d'échanger sur une thématique forte du secteur.
- **Les journées thématiques / Webinaires / Cafés initiative:** organisés en présentiel et/ou en visio, ces temps de rencontres et d'échanges, à la fois portés par des projets, et par les fonds propres de la fédération, renforcent les connaissances et compétences des différents acteurs du secteur social et facilitent la rencontre et l'échange.



Une mobilisation politique forte

La Fédération régionale est une **gouvernance active et fortement mobilisée**.

Fort de 36 membres, le Conseil d'administration de la Fédération régionale représente 4 collèges issus de nos adhérents de toute la région : les administrateurs bénévoles, les salarié.es cadres, les salarié.es non cadres, les personnes ressources (anciennement personnes accompagnées). Un 5ème collège de personnes dites *Qualifiées* est en cours de constitution.

Le Conseil d'administration et le bureau se réunissent régulièrement pour échanger, proposer des axes politiques de plaidoyer à défendre en région ou au national.

Des actions de plaidoyer en région sur les enjeux du secteur pour les publics directement concernés, et pour les professionnels, à travers des mobilisations, des courriers, des interpellations inter-réseaux, la participation aux instances de pilotage des politiques publiques régionales et départementales de l'état (santé, hébergement/logement, Emploi), et ainsi qu'au CESER (*Conseil Economique, Social et Environnemental régional*).

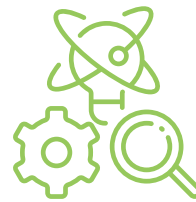
Un renforcement des pratiques professionnelles



A travers **l'organisme de formation**, certifié Qualiopi, qui a formé 243 stagiaires, pour 69 jours de formation, soit 4053 heures en 2021. L'offre de formation est régulièrement adaptée aux besoins du secteur, et les sessions s'organisent soit dans nos locaux à Lyon, soit en intra dans les structures.

A travers les **formations, webinaires et accompagnements proposés dans le cadre des projets**, avec le soutien des financeurs :

Accompagnement des équipes et managers dans le cadre de la crise sanitaire, la prise en charge des conduites addictives, la participation des personnes concernées, le développement d'actions culturelles.. autant de thématiques développées et disponibles aux adhérents et autres professionnels du secteur.



Des innovations au service des publics

En renforçant le **partenariat avec la recherche**, notamment la **recherche participative** avec les personnes directement concernées, avec le Collectif SOIF de connaissances, la Chaire des Publics des Politiques Sociales, Odenore, et le centre de formation régional Ocellia.

En contribuant à **un diplôme universitaire**, le DU Logement d'abord, porté par l'Orspere Samdarra et Lyon 2, qui forme sur les concepts et pratiques développés autour du Logement d'abord.

En développant avec d'autres acteurs, un **site internet à destination des professionnels de santé**, pour mieux accompagner et orienter les publics en situation de précarité - Portail Ressources Santé Précarité <https://www.resap.fr/>

Et bien d'autres actions que vous découvrirez tout au long de ce rapport et des saisons de l'année 2021.



Démarrage de la promo SEVE



Le lancement de l'année 2021 a aussi été celui de la **1ère promotion SEVE Emploi** en région Auvergne-Rhône-Alpes!

Essaimé sur d'autres territoires depuis plusieurs années, le programme a été déployé dans 9 Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), réparties sur 7 départements de la région et ayant des tailles et activités supports variés.

Les équipes de permanents bénéficient d'une année d'accompagnement par un formateur ou une formatrice dédié.e, pour **développer de nouvelles pratiques d'accompagnement, repenser leur organisation** et leur complémentarité, et **mettre en œuvre la médiation active** entre les salariés en transition et les employeurs.

Les journées de formation se déroulent sur site, en présentiel, mais le programme s'est lancé par un séminaire de direction, pour amorcer la dynamique et favoriser les échanges et la mutualisation des avancées et des bonnes idées!

Recherche participative avec le Collectif Soif de connaissances



Issue des réflexions et des échanges au sein du Collectif SOIF de connaissances <http://www.collectif-soif.fr/>, la question du « **Prêt à Sortir** » des centres d'hébergement a émergé comme un sujet méritant d'être analysé plus en détail.

Avec le soutien financier de la DREETS (Direction régionale de l'Economie, l'Emploi, le Travail et la Solidarité), cette recherche collaborative (réalisée avec les personnes ressources et un chercheur) a été lancée en Janvier 2021 afin de comprendre sur **quels critères les personnes hébergées se définissent comme « prêtes (ou pas) à sortir »** de l'hébergement et, de manière symétrique, sur quels critères les professionnels définissent les personnes hébergées comme « prêtes (ou pas) à sortir ».

Les résultats de la recherche organisée sur différents territoires de la région (zones urbaines et rurales) permettront ainsi **d'identifier des pratiques et des représentations** qui peuvent constituer des freins dans la sortie d'hébergement.

Livret "Du droit à la culture - Pratiques d'accès aux droits culturels dans des structures sociales de la région Auvergne-Rhône-Alpes"

Ce livret est le résultat du travail mené par la **commission culture régionale** qui a souhaité proposer un outil permettant aux professionnels de trouver des informations et des pistes d'actions pour **monter un projet culturel en structure sociale**.

Le livret est composé de **témoignages** de personnes travaillant dans le secteur social et culturel. Les personnes interrogées reviennent sur les difficultés rencontrées pour mener à bien un projet culturel, les solutions pour les surmonter, les techniques à mobiliser pour que le projet marche, les financements à solliciter, les moyens pour impliquer les acteurs du projet. Le livret, à travers le témoignage de personnes accueillies/accompagnées, apporte aussi un éclairage sur les aspects positifs que peut avoir la participation à un projet artistique ou l'engagement dans une action collective : **confiance en soi, capacité à réussir, fierté, lien social renforcé, nouvelles connaissances et compétences...**

Extrait du livret, témoignage d'un artiste ayant animé plusieurs ateliers de création en structures sociales : *« Je juge de la réussite des actions au bien être qu'ont les personnes, et ça, tu le ressens dès les répétitions. Quand, au premier rendez-vous, j'incite les structures à ouvrir vraiment aux personnes, les éducateurs te disent que telle ou telle personne est là sur la première séance, mais qu'elle ne reviendra pas. Quand la personne finit par revenir et s'impliquer, tu vois, tu sais, tu sens, que c'est étonnant pour l'équipe et que les personnes prennent plaisir à être là. C'est ça qui me plaît, que les personnes sortent un peu de leur quotidien, qu'elles fassent des choses là où on ne les attend pas. Elles ont l'opportunité de donner, de montrer une autre facette d'elles-mêmes. »*



Ateliers « Comme à la radio » - Créations poétiques pour mise en voix radiophoniques



Ateliers
"Comme à la radio"

« Comme à la radio » est un projet qui mêle plusieurs **disciplines artistiques** : écriture, théâtre, éloquence, musique et mise en voix. Une dimension technique entre également en jeu : la M.A.O (musique assistée par ordinateur), la technique d'enregistrement et de prise de voix.

48 ateliers ont eu lieu dans **6 structures sociales** de la région, animé par l'artiste Hassan Guaid avec comme crédo que la parole des « participants-créateurs » soit une parole vivante et que tout en restant sincère, elle se prémunisse des clichés et de l'écueil du pathos.

Ce projet a commencé en mars 2021 et se poursuit en 2022. Il a fait émerger des potentialités rarement identifiées par les participants, révélées au fil de la création. Une fois les séances d'ateliers terminées, les différents enregistrements réalisés ont été transformés en podcast. Ceux-ci sont des « traces-mémoire » qui permettent aux participants ainsi qu'aux familles de garder un souvenir valorisant et une trace vivante du travail accompli. Cette trace audio permet également à la structure ainsi qu'aux partenaires de mesurer ce travail.

Vieillesse: Lancement du projet vieillissement et précarité

La Fédération régionale et le Relais Ozanam (Isère) ainsi que la Plateforme ViP (Vieillesse et Précarité) ont construit un projet commun nommé « **Vieillesse et précarité: vers de nouvelles pratiques** ». Le GRAS, devenu la plateforme ViP porte depuis un plus de quatre ans la question du vieillissement et de la précarité. Les enjeux sont en effet nombreux : adaptation du bâti, formation des professionnels, décloisonnement des champs sanitaires, médico-sociaux et sociaux, accompagnement de la fin de vie, prise en compte du vieillissement et de la santé dans les documents institutionnels et dans les politiques en directions des personnes âgées et précaires.

Après avoir réalisé un travail de **recherche action participative** en pension de famille (c'est-à-dire associant des résidents, des professionnels, des chercheurs à toutes les phases de la recherche-action) « **Les vieux précaires on en fait quoi ? - Bien vieillir et finir sa vie en pension de famille** », les membres du GRAS (devenu plateforme ViP), ainsi que d'autres personnes ayant rejoint la dynamique se sont mobilisés pour construire des outils guidant les personnes et les professionnels les accompagnant dans l'expression de la volonté des personnes accompagnées. Si le travail a été initié dans le cadre des pensions de familles, la plupart des recommandations et outils en cours de construction sont transposables aux structures d'Accueil-Hébergement-Insertion et Logements accompagnés.

Le projet «vieillesse et précarité: vers de nouvelles pratiques» co-porté par la Fédération régionale et la plateforme iséroise ViP a pour objectif d'améliorer l'accompagnement et la prise en charge des personnes en situation de précarité vieillissantes au sein des structures d'Accompagnement Hébergement Insertion-Logement de la région. Financé par l'Agence régionale de la santé auvergne Rhône alpes et la fondation AG2R La mondiale, le sujet a rapidement démarré dans les différents départements de la région.

Deux équipes (une dans la Drôme et une en Savoie) ont bénéficié d'une formation en intra sur les thématiques du vieillissement et de l'accompagnement à la fin de vie, réalisée par un chargé de mission de la plateforme ViP et une personne accompagnée.

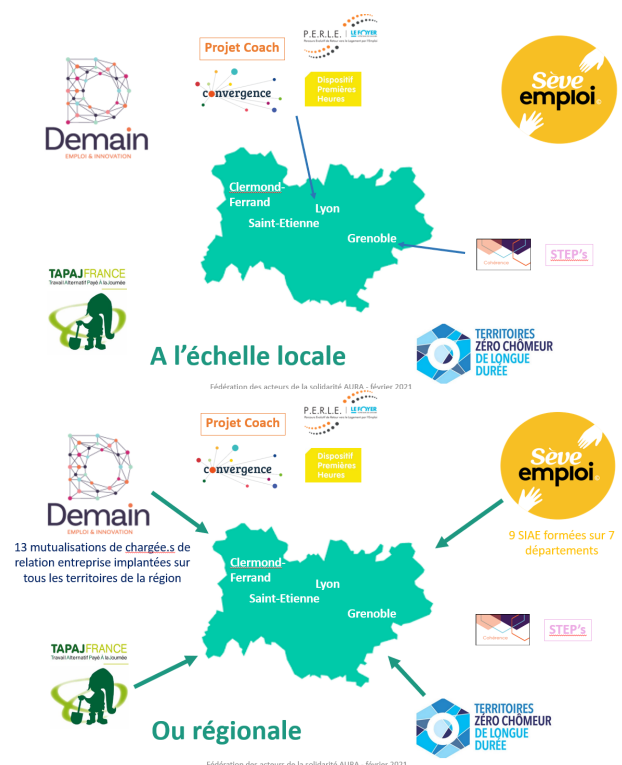
Une session de formation en format expérimentation a eu lieu dans les locaux de la fédération régionale. Cette session de formation a regroupé des acteurs de la gérontologie et du secteur hébergement logement.

IAE / Emploi: Une région riche en projets et programmes innovants

Le début d'année est souvent marqué par le lancement de différents projets ou programmes, ou encore par les temps de bilans annuels réalisés en COPIIL.

La Fédération régionale est ainsi impliquée, à différents degrés, dans les **comités de pilotage** ou des **réunions de lancement de projets** favorisant l'accompagnement emploi et l'insertion professionnelle des publics. Ces projets développent tous des axes innovants et souvent pluridisciplinaires sur la thématique de l'accès à l'emploi, en faisant se croiser les champs de la santé, le logement, l'hébergement, l'emploi.

La région AURA est riche de divers programmes innovants sur le sujet de l'emploi, comme le montre la carte, avec Convergence, Premières Heures en Chantiers, STEP'S, Cohérence, Projet COACH, TAPAJ, etc....



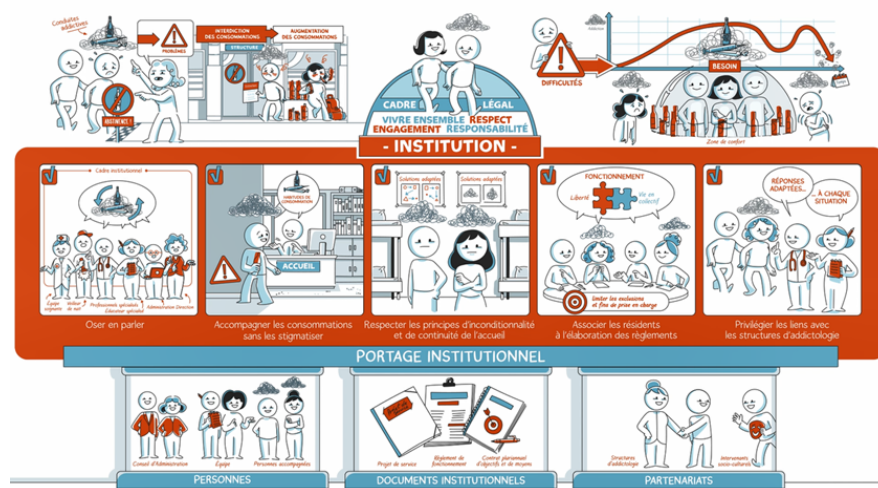
Groupe de travail « Portage institutionnel des conduites addictives »

Dans le cadre du programme de formation-action « **Accompagnement des conduites addictives & Précarité** », la Fédération régionale, la Fédération Addiction et l'Association Addictions France ont lancé entre Octobre 2020 et tout au long de l'année 2021, un groupe de travail ayant pour objet de construire une boîte à outils permettant de guider les structures qui souhaitent faire évoluer leurs pratiques concernant l'accompagnement des conduites addictives. Cette évolution passe nécessairement par une **prise en compte institutionnelle des consommations**, la définition d'une **culture commune avec toutes les personnes qui font vivre la structure** : personnes accompagnées, équipes éducatives, veilleurs de nuit, agents d'entretien, professionnels administratifs mais également les directions et conseillers d'administration.

Au sein de ce groupe de travail, il s'agit de croiser les regards : ceux des professionnels de l'addictologie, ceux de professionnels de l'insertion (travailleurs sociaux, chefs de service), mais également ceux des personnes accompagnées, appelées personnes ressources. Au sein de ce groupe, elles apportent leurs savoirs expérientiels, leurs ressentis vis-à-vis des consommations en structures, ce que l'on pourrait améliorer, les actions à développer. Afin d'assurer la participation de chacun, des techniques d'animations issues de l'éducation populaire, de la promotion pour la santé sont utilisées. A l'issue de chaque séance, un travail de restitution et de capitalisation est réalisé.

La boîte à outils se dessine. Elle sera composée de **8 capsules** et permettra aux structures de mener petit à petit et avec toutes les parties prenantes une réflexion commune.

Ci-dessous la vidéo dessinée sur le portage institutionnel



Accompagnement du territoire Clermont Auvergne Métropole vers le Un Chez Soi D'abord

Suite à un travail d'étude des besoins sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole à l'automne 2020, réalisé par la Fédération régionale et la coordination logement d'Abord Clermont Auvergne Métropole, la DDETS, l'ARS et la DIHAL ont validé l'intérêt du développement d'un dispositif **Un Chez Soi d'Abord** (UCSD) sur le territoire.

Au cours du premier semestre 2021, il s'agissait de repérer les trois structures souhaitant s'engager dans ce projet et se constituer en Groupement de Coopération sociale et médico-sociale, en effet ce statut juridique est demandé pour tout porteur d'un projet UCSD.

En juin, **l'association Cecler, le service addictologie du CHU de Clermont Ferrand** ainsi que **l'hôpital Sainte Marie** ont manifesté leur intérêt de s'engager dans ce projet. Entre juin et novembre 2021, la Fédération régionale a accompagné les structures dans l'élaboration des documents institutionnels (Convention Constitutive, Règlement Intérieur), la constitution du dossier de réponse à Appel à Projets. Une sensibilisation « Un Chez Soi d'Abord » et temps de questions/réponses ont également été proposés aux membres du GCSMS, avec la participation particulièrement appréciée et éclairante de Romain Walter, directeur Un Chez Soi D'Abord-Lyon.



Printemps

Avril - Juin



ETAIE : Visites bilan intermédiaires des SIAE engagées dans ETAIE

La promotion 2020-2022 de la **formation qualifiante d'Encadrant Technique d'Activité d'Insertion par l'Economique (ETAIE)** a démarré en novembre 2020 en région AURA, avec un groupe de 10 stagiaires. A mi-parcours, la coordinatrice régionale du titre se rend dans l'ensemble des SIAE des encadrants en formation, afin de réaliser un temps de bilan intermédiaire.

Ces 10 bilans se sont déroulés sur les mois d'avril à juin 2021, avec pour chaque SIAE un bilan collectif avec l'ensemble de l'équipe de permanents, suivi par un bilan individuel avec l'encadrant suivant la formation ETAIE.

C'est également l'occasion d'une visite sur site des différentes activités des SIAE !



ACCOMPAGNER LES ENFANTS ET FAMILLES
AU SEIN DES STRUCTURES D'HÉBERGEMENT
ET D'ACCOMPAGNEMENT VERS LE LOGEMENT



Sortie du guide

«Accompagner les enfants et familles au sein des structures d'hébergement et d'accompagnement vers le logement»

Ce guide s'adresse aux structures d'hébergement et d'accompagnement vers le logement des enfants et familles en situation de précarité et d'exclusion, et plus largement aux services d'accueil et d'accompagnement destinés aux enfants et familles. Il cherche à **identifier les besoins des enfants et familles accompagnées** et à **évaluer la manière dont les établissements et dispositifs qui les accueillent y répondent et peuvent identifier des pistes d'évolution** pour mieux les prendre en compte. Enfin, il décrit des projets qui ont été mis en place au sein de diverses structures afin d'améliorer la réponse à ces besoins, et qui peuvent représenter des sources d'inspiration pour la mise en place de nouvelles actions.

Ce guide a été écrit avec différentes contributions d'adhérents, dont une contribution très active des équipes du Foyer du Léman (74), merci à elles!

Animation réseau : Cafés initiatives

3 cafés initiatives ont été proposés sur :

- Alimentation
- Mobilité
- Numérique

Pourquoi ces cafés ? Nous avons proposé ces cafés aux adhérents pour qu'ils puissent échanger sur des thématiques transversales qui peuvent concerner l'ensemble des structures de la région, thématiques qui revenaient régulièrement dans les discussions et réunions avec les adhérents.

Quelles modalités pour ces cafés ? Un temps d'1h30 en visio, de 13h à 14h30, ouvert à l'ensemble des adhérents de la Fédération régionale, avec si possible l'intervention d'une association ou d'un spécialiste du sujet traité pour un éclairage plus précis.

LES CAFÉS INITIATIVES
Le rendez-vous des adhérents de la
Fédération des acteurs de la solidarité
Auvergne-Rhône-Alpes

La Fédération des Acteurs de la Solidarité Auvergne-Rhône-Alpes est un réseau généraliste, qui représente des adhérents du secteur de l'hébergement, de l'accueil, de l'insertion par l'activité économique, de la vie sociale.

Les Cafés Initiatives ont plusieurs objectifs : favoriser la rencontre et l'interconnaissance entre des acteurs de différents territoires et différents secteurs, la mutualisation des bonnes pratiques, échanger sur les besoins et les pistes de solution, présenter des projets émergents ou aboutis, et faire émerger de nouveaux partenariats!

Après votre pause déjeuner, venez alimenter les échanges et nourrir vos réflexions sur l'une des thématiques de nos Cafés Initiatives!

Les thématiques sont choisies en fonction des appels à projet en cours ou à venir et des demandes des adhérents

3 THÈMES, 3 DATES :

- Café Initiatives "Alimentation" - Mardi 13 avril 2021
- Café Initiatives "Numérique" - Jeudi 29 avril 2021
- Café Initiatives "Mobilité" - Mercredi 26 mai 2021

Pour chaque café, rendez-vous de 13h à 14h30 en visio avec zoom

Visite de Pascal Brice, Président de la FAS nationale à Lyon

Nommé Président national en septembre 2020, **Pascal Brice** a souhaité partir à la rencontre des acteurs régionaux pour mieux comprendre les **enjeux des territoires et échanger avec des associations, des élus et des représentants de l'Etat en région.**

Les 17 et 18 mai 2021, Pascal Brice est venu à Lyon afin de rencontrer certains acteurs locaux, pour échanger avec eux sur **différents sujets**: la mise en place du revenu solidarité jeunes sur la Métropole de Lyon, la question de l'accueil des migrants, les difficultés d'accès au logement pour les plus précaires par manque de logements sociaux accessibles, les tensions de gestion budgétaire pour certaines associations face à une croissance des appels à projets...

Par ailleurs, à cette occasion, Pascal Brice a rendu visite au CCAS de Villeurbanne, qui en a profité pour valider son adhésion à la Fédération régionale, en présence de Cédric Van Styvendael, Maire de Villeurbanne et de Marisa Lai-Puiatti, Présidente de la Fédération régionale.





Après deux ans de crise sanitaire, la fin de la trêve hivernale au 1er juin 2021 mobilise la fédération des acteurs de la solidarité en partenariat avec la Fondation Abbé Pierre

Être humain !

Après deux années fortement marquées par la crise sanitaire et les confinements successifs, mais aussi par l'augmentation sans précédent des places d'hébergement pour les personnes sans-domicile et la suspension des expulsions locatives permettant une protection minimale pour les plus précaires, **l'instruction ministérielle du 1er mars 2021 relative à la fin de la trêve hivernale suscite de fortes inquiétudes.**

La Fondation Abbé Pierre et la Fédération des Acteurs de la Solidarité se sont mobilisées pour alerter les autorités régionales (DREETS, Préfet de Région), au travers d'un courrier commun, pointant plusieurs enjeux en matière de :

- **Coordination entre associations et pouvoirs publics**, pour anticiper les conséquences sur les publics et assurer la continuité de l'accueil,
- **Prise en compte des publics fragiles et à la croisée des compétences**, comme les jeunes non pris en charge par la Protection de l'Enfance ou les personnes à droits incomplets.
- **Visibilité financière pour anticiper sereinement les prises en charge** et l'accompagnement des personnes.

Le courrier rappelle également que *« c'est la politique du logement d'abord, dans laquelle nous sommes collectivement investis, qui doit se poursuivre afin de renouveler les pratiques, de lever les freins dans l'accès au logement, de maintenir l'hébergement le temps du relogement, en prolongeant la dynamique positive générée par la période de crise sanitaire et sociale, en favorisant l'accès aux droits et l'insertion durable ».*

Lancement du projet Pouvoir Agir

En avril, 5 structures de l'Accueil-Hébergement-Insertion Logement adhérentes à la Fédération ont rejoint le projet « Pouvoir Agir ». Il s'agit d'un projet porté par l'Institut Régional Jean Bergeret en partenariat avec l'Association Maac Lab et la Fédération régionale.

Ce projet s'adresse aux professionnels des **structures AHI-L**, aux **membres du Conseil d'Administration**, et aux **personnes accompagnées**. Il s'articule en 3 temps :

- La formation **« Premiers Secours en Santé Mentale »**,
- La **construction participative** (groupes de travail, et professionnels de l'AHI-L) d'un module de formation spécifique **« santé mentale & Précarité: quelles interactions? »**
- L'**animation d'ateliers collectifs « Pouvoir d'agir » au sein des structures**, par l'association Maac Lab. Il s'agit d'ateliers qui permettent d'accompagner les personnes dans la construction d'actions à impact positif. Elle est exclusivement participative et fonctionne grâce à l'inclusion et l'implication des personnes dans le groupe. Ce sont des actions centrées sur le pouvoir d'Agir.

La circulaire du 26 mai relative au pilotage de l'hébergement et à l'évolution de l'offre, et de la fin de la « gestion au thermomètre »

La Fédération régionale s'est mobilisée pour contribuer au décryptage de la circulaire « portant sur la gestion du parc d'hébergement et sur une vision pluriannuelle du secteur pour le déploiement du Logement d'abord ».

Cette circulaire assure le maintien au niveau national de **200000 places** d'hébergement jusqu'à **fin mars 2022**, demande aux pouvoirs publics et associations locales de travailler à une « trajectoire 2022-2024 », dans l'option d'une politique publique pluriannuelle et territorialisée.

Si certaines orientations sont en adéquation avec les demandes de la Fédération, l'obligation d'économie à l'horizon 2024 inquiète, alors que les besoins sont en **constante augmentation** et que les parc actuels d'hébergement et de logement ne **répondent pas à tous les besoins**.

Pour faire le point sur ces enjeux, la coordinatrice AHI.L a proposé une visio régionale le 10 juin 2021, permettant également les retours de terrain des adhérents.

La mobilisation s'est poursuivie tout au long de l'année 2021: échanges en commission régionale, participation aux côtés des adhérents et associations du secteur, aux travaux départementaux dans la Loire, l'Isère ou encore le Rhône, production d'un état des lieux des suites de l'instruction dans les départements de la Région transmise à la DREETS.



Journée régionale SEVE Emploi en visio

La Journée Régionale annuelle du programme SEVE Emploi s'est déroulée en format dématérialisé. Les intervenant.es ont apporté leur regard et leur éclairage sur les **représentations qui pèsent sur l'accès à l'emploi durable, qu'elles concernent les salariés en transition, les entreprises, ou encore les professionnel.les de l'accompagnement ou les institutions**.

Ces différents acteurs ont donc été invités à entendre une diversité d'intervenant.es : chercheuse, agents du service entreprises Pôle Emploi, encadrante technique et conseiller en transition professionnelle, Commissaire à la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté, chargée de relation entreprises du réseau DEMAIN, et formatrice SEVE Emploi.

L'objectif était de partager des constats, prendre conscience des représentations, mais aussi et surtout de partager des leviers pour les dépasser grâce à la médiation active, et favoriser ainsi l'accès de toutes et tous à l'emploi durable qui leur convient!



La certification qualité a été délivrée au titre de la catégorie d'action suivante :
ACTION DE FORMATION

Formation Qualiopi : audit et obtention du label

Réforme de la formation professionnelle : plus d'exigence qualité pour les organismes de formation

Promulguée le 5 septembre 2018, la loi n°2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel modifie en profondeur le système de formation professionnelle et d'apprentissage, qu'il s'agisse de la gouvernance, des acteurs et financeurs ou des dispositifs mobilisables pour se former ou évoluer professionnellement. Concernant l'activité organisme de formation, un des impacts directs est la mise en place, au plus tard pour le 1er janvier 2021, de l'obligation de certification, sous le label « QUALIOPi ».

La crise sanitaire de 2020 a entraîné un report de cette exigence au 1er janvier 2022.

Le travail amorcé fin 2019 et début 2020 a été mis de côté à compter de mars 2020.

Toutefois, la fin d'année 2020 nous a permis de tester la mise en place de l'utilisation d'un logiciel spécifique de gestion de la formation « Digiforma ». L'utilisation du logiciel Digiforma a été systématisée sur l'année 2021.

En parallèle de l'activité classique de formation, le premier semestre de l'année 2021 a été consacré à la mise en œuvre de notre conformité au label Qualiopi, avec les points d'étapes suivants :

- Février 2021 : Audit blanc
- Mars - juillet 2021 : mise en conformité avec l'appui d'une stagiaire
- 8 juillet 2021 : Audit initial

Le choix a été fait d'internaliser la mise en conformité de l'organisme de formation avec Qualiopi. Pour cela, en plus des ressources internes RH habituelles, l'équipe a été soutenue par une stagiaire, dont la mission a été pour l'essentiel, de préparer l'audit. La réalisation de l'ensemble des process nécessaires à l'obtention de la certification Qualiopi a donc pu être menée à bien, dans les délais prévus. Nous sommes désormais certifiés Qualiopi, avec pour prochaine échéance un audit de surveillance prévu début 2023 (18 mois après notre audit de certification).

Animation réseau / Echanges lors de l'Assemblée Générale sur l'impact de la crise sanitaire sur le travail social

Lors de son AG, la Fédération régionale a proposé une intervention et une table ronde sur le thème: les évolutions du travail social, à l'aune de la crise sanitaire.

- **Une intervention de Marie-Paule Cols, administratrice personne qualifiée au Haut Conseil du travail social et administratrice à l'association nationale des directeurs d'action sociale et de santé. Marie-Paule Cols a remis en mars 2021 au ministre des Solidarités et de la Santé un rapport sur l'impact de la crise dans les pratiques des professionnels du travail social.**

Marie-Paule Cols nous a partagé ses constats en prenant comme fil conducteur ce rapport «le travail social au défi de la crise sanitaire». Elle a apporté des éléments de réponse à la question suivante : Que nous a appris la crise sanitaire sur le travail social et quel impact a-t-elle eu sur les pratiques professionnelles? Marie-Paule Cols a mis en avant que le travail social était au cœur de la crise sanitaire mais hors des radars des pouvoirs publics. La situation au cours du premier confinement a été marquée par l'hétérogénéité, la complexité, les paradoxes, mais aussi par la solidarité, l'engagement et le sens des responsabilités.

Une table ronde sur l'évolution des pratiques de l'intervention sociale depuis la crise sanitaire : avec des intervenants sociaux, des personnes ressources / Accompagnées et des professionnels qui ont accompagné les échanges de pratiques depuis un an dans la région.

Les intervenants sont revenus sur l'impact de la crise sur les différents publics concernés, quelques retours sur ces impacts

Pour les personnes en situation de précarité:

- Des difficultés pour avoir des attestations, problème de la langue pour remplir les attestations.
- Des difficultés pour s'alimenter, car certaines associations étaient fermées, la restauration collective ne fonctionnait pas.
- Accès à l'hygiène (masques, gel) et accès à l'eau.

Pour les personnes hébergées et sur les travailleurs sociaux:

- L'Indiscrétion des attestations, «tu vas où et pourquoi tu y vas?»
- Des situations bloquées notamment au niveau des Préfectures pour les personnes sans droits/ressources
- Le lien social: distance sociale, physique (colis à travers le portail), de même, la prime est venue créer des tensions, des déséquilibres entre ceux qui prenaient des risques en présentiel et ceux en télétravail qui en prenaient moins.

2 idées pour un avenir meilleur

- La crise a montré l'importance des temps de loisirs, avec l'importance de proposer des temps collectifs notamment pour les personnes hébergées dans le diffus.
- L'importance de la bonne santé au travail (APP inter-structures) / identité professionnelle des intervenants sociaux / la précarité relationnelle



Drôme: une journée de restitution des diagnostics territoriaux CPOM et des tables-rondes thématiques (logement, santé, emploi)

En 2021, la Fédération régionale a accompagné, avec le soutien de la DDETS 26, l'ensemble des acteurs du secteur AHI de la Drôme ainsi que leurs partenaires dans la réalisation de leur diagnostic territorial préalable à la rédaction des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (**CPOM**). La déléguée régionale a animé plus d'une **vingtaine de groupes de travail thématiques et territoriaux**, avec une cinquantaine de participant.e.s et partenaires du territoire sur des sujets aussi importants que **l'accès et le maintien dans le logement, le partenariat et la coordination autour de l'accompagnement aux soins et à la santé des personnes, l'articulation avec les acteurs de l'insertion professionnelle** (car personne n'est inemployable), etc.

Ce travail d'ampleur a donné lieu à une journée de restitution départementale, qui a aussi été l'occasion de dialoguer autour de trois tables rondes:

- L'évolution de l'offre pour favoriser l'accès des personnes au logement, en lien avec les enjeux d'accompagnement,
- Les parcours santé: de la rue au logement
- Emploi et logement, comment articuler ces thématiques et renforcer les partenariats

Si de trop nombreuses personnes restent encore aujourd'hui sans solution de logement, ces temps ont été l'occasion de mettre en avant les actions déjà à l'œuvre et celles qui restent à construire pour rendre effectif le logement d'abord.



Lancement du Groupe de travail participatif

Formation Addictions - Précarité

L'objectif du groupe est de construire un module de formation d'une journée permettant de sensibiliser les professionnels des structures de l'AHI-L aux enjeux de l'accompagnement des conduites addictives et de la Réduction des Risques et des Dommages, et notamment les professionnels nouvellement en poste dans les structures.

La construction de cette journée de sensibilisation s'est voulue participative. La volonté est de croiser les regards et les savoirs:

Les savoirs expérientiels: ceux des personnes accompagnées en structures AHI-L qui ont/ ont eu des conduites addictives;

Les savoirs «théoriques», «scientifiques»: ceux des professionnels de l'addictologie, qui sont également formateurs. Ils apportent leur connaissance sur les mécanismes de l'addiction, ses déterminants, ... Certains d'entre eux accompagnent des personnes en situation de précarité;

Les savoirs «professionnels»: ceux des professionnels des structures AHI et Logement qui dans leur quotidien, accompagnent des personnes en difficultés face à leur consommation. Au fil de leurs expériences, de formations continues, ces professionnels ont pu développer et évoluer dans leurs connaissances et dans leurs pratiques.

Chacun, avec son regard, son expérience, son vécu, a pu contribuer au contenu de la sensibilisation proposée.

Tout au long des groupes de travail, des animations favorisant la prise de parole de chacun, ont été proposées.

Au total, le groupe de travail s'est réuni 4 fois de mai à novembre, soit 18 heures.

IAE : Lancement officiel des actions de la plateforme d'actions inter-réseaux IAE

Depuis 2017, la Fédération régionale est impliquée auprès des **4 autres réseaux régionaux IAE**, dans une plateforme d'action inter-réseau, financée par la DREETS AURA. L'objectif de ce projet est d'accompagner les SIAE de la région en lien avec les enjeux stratégiques du secteur.

Pour l'année 2021, ces actions sont orientées autour de 3 axes principaux :

- **Professionaliser** les SIAE dans l'accompagnement des publics
- **Contribuer** au développement des SIAE et de l'emploi local
- **Sécuriser et améliorer** les parcours

Au total, 11 actions spécifiques sont déployées à 5 réseaux, pour un montant global de 301 000 euros.

Cette plateforme d'action bénéficie à l'ensemble des SIAE de la région, de manière directe aux salariés permanents, et indirectement aux salariés en transition professionnelle : Les nouveaux prescripteurs du secteur IAE, les partenaires du service public de l'emploi et les différents partenaires des territoires (Conseils Départementaux, PLIE, Missions locales, etc.) sont également associés lors d'actions spécifiques menées dans les territoires.

Ce projet d'envergure régionale permet tant pour la Fédération régionale que ses adhérents, d'être pleinement acteurs du déploiement stratégique de politique IAE sur le territoire, en lien étroit avec l'Etat.

Plateforme d'actions inter-réseaux IAE



Coordinatrice du projet : Emmanuelle Tello
emmanuelle.tello@federationsolidarite.org
 07 66 23 64 01 / 04 37 70 19 18



Calendrier du projet :
 1^{er} janvier 2021 – 31 décembre 2021



Financements du projet :
Montants:
 Globalité du projet : 301 000 € (5 réseaux IAE) / Montant FAS AURA : 104 063 € (Dont 88 041 € relatif à ETAIE)
 Financement demandés auprès de la DREETS AURA (pas de conventionnement à ce jour – en attente des modalités spécifiques FDI 2021)
 Globalité du projet : 235 971 € (5 réseaux IAE) / Montant FAS AURA : 45 983 € (58 080 € de financement direct des SIAE pour ETAIE)



Les bénéficiaires du projets :
 L'ensemble des SIAE de la région AURA, leurs salariés permanents et les salariés en insertion de manière indirecte
 Les nouveaux prescripteurs du secteur IAE, les partenaires du SPE, ainsi que les différents partenaires des territoires (Conseils départementaux, PLIE, missions locales, etc)



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
 Liberté Égalité Fraternité

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)










Le programme Respirations



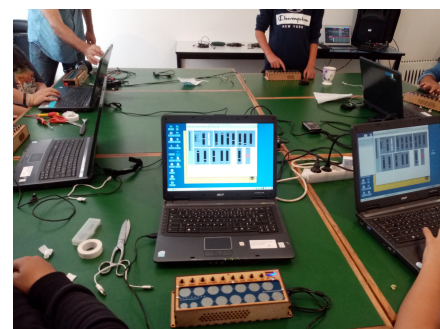
En 2021, **20 actions** ont été réalisées sur la région dans le cadre du programme Respirations. Ce programme national se décline en Auvergne-Rhône-Alpes avec **la Fédération régionale, les petits débrouillards AURA, cultures du cœur Isère et Cultures du Cœur Auvergne.**

Activités de découverte scientifique, de sensibilisation à l'environnement, au développement durable, à la biodiversité, ateliers de création artistique avec des illustrateurs, des peintres, des photographes, des comédiens, mais aussi séances de bien-être/temps de détente. Tous ces projets ont permis à 600 personnes, enfants, jeunes et familles de participer à des actions culturelles, scientifiques et artistiques, dans 7 départements de la région.

Le programme Respirations a aussi l'objectif de placer l'accès aux pratiques culturelles comme un outil de l'accompagnement social. Il y a une volonté de redonner du sens, de l'engagement, de l'autonomie aux intervenants sociaux, à travers la mise en œuvre de projets collectifs qui intègrent la culture, la création, l'accès aux sciences.

Retour de participants à 2 ateliers de création bande-dessinée et peinture à Moulins dans l'Allier :

« Nous avons pu créer des dessins originaux avec l'appui des auteurs qui nous ont permis de dépasser nos appréhensions et de nous lancer sans crainte de jugement. Nous avons appris des techniques de peintures simples et originales, nous avons pu réaliser une œuvre en direct, alors que nous ne sommes pas des artistes ! On a pu se dire que nous aussi on pouvait y arriver ! »



Journée vieillissement et précarité

Mercredi 20 octobre 2021 à Lyon, la Fédération régionale et la plateforme Iséroise VIP-Vieillesse Précarité - ont proposé une journée sur le thème d'«**Accompagner dignement les personnes en situation de précarité...jusqu'au bout !**», à laquelle 100 personnes ont participé.

La matinée était organisée en 2 temps:

La présentation des résultats de l'enquête régionale, menée de mars à octobre 2021 sur l'impact du vieillissement et de la précarité sur les accompagnants sociaux et gérontologiques. Une table ronde sur le thème «**Décloisonner l'accompagnement dans la perte d'autonomie et la fin de vie**».

L'après-midi, des ateliers de travail ont réuni les participants autour de 4 thématiques :

- Comment garantir la prise en compte des directives en fin de vie ?
- Comment accompagner l'isolement des personnes précaires vieillissantes ?
- Comment repérer la perte d'autonomie et quelles aides mobiliser ?
- Comment favoriser l'accès aux droits des personnes en situation administrative précaire ?

Scicabulle (association qui a pour objectif général de transformer la société en permettant à toutes et à tous de s'émanciper, par le biais de facilitations et de formations) a croqué les moments forts de la journée, pour les restituer en facilitation graphique avec la réalisation d'une fresque en direct et des croquis pendant les ateliers. 2 clowns (compagnie Bataclown de Toulouse et association les fraises sauvages d'Echirolles) ont également proposé des temps décalés, portant leur regard atypique sur les échanges de la journée.



Plan d'accompagnement « Humanisation et évolution de l'offre »

Accompagner les acteurs à concevoir l'humanisation et l'évolution de leur offre d'accompagnement, des fiches pratiques rédigées avec la contribution de la Fédération régionale.

En 2021, un travail a été conduit par la coordinatrice AHI-L et certains adhérents autour des démarches d'humanisation des structures collectives d'hébergement, et plus globalement d'évolution de l'offre dans le cadre du Logement d'abord. Ces travaux ont été menés en partenariat étroit avec la FAS nationale, dans le cadre du plan d'accompagnement financé par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL). Plusieurs adhérents (Les Bartavelles, le relais Ozanam, Solen, etc.) ont accepté des temps de rencontre, d'échanges et de travail autour de leur projet de rénovation, de reconstruction, d'évolution de l'accompagnement.



Revalorisation des métiers de l'intervention sociale: plaidoyer et manifestation

La Fédération régionale s'est mobilisée en soutien aux différentes mobilisations organisées pour défendre la revalorisation des métiers de l'intervention sociale.

Une partie de l'équipe salariée a participé au rassemblement le 7 décembre 2021 à Lyon.



Commission régionale emploi : prépa proposition congrès/projet fédéral

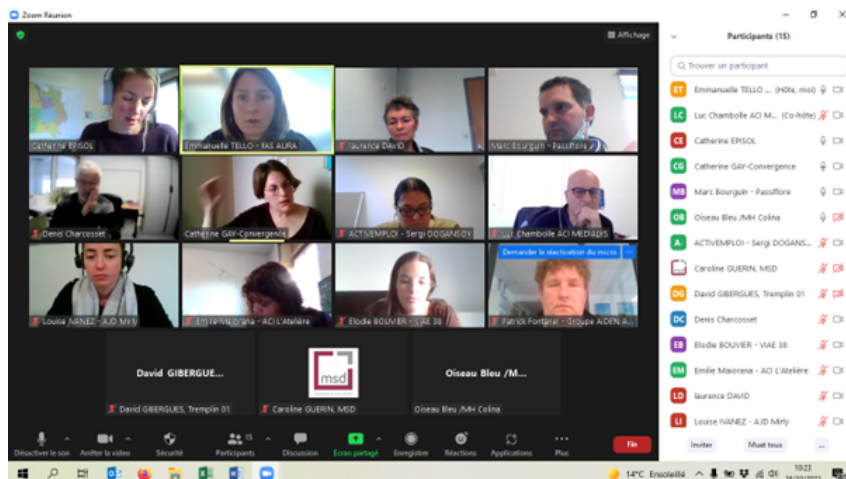
Le dernier trimestre 2021 a été notamment consacré à un **travail d'élaboration de propositions politiques avec les adhérents en région**, afin de travailler, de manière collective, le nouveau projet fédéral pour les 5 prochaines années.

Pour les adhérents du secteur IAE, cette réflexion s'est tenue fin octobre, lors d'une commission régionale spécifique, qui a porté sur plusieurs sujets d'actualité: accompagner la professionnalisation des SIAE, le développement territorial, droit des femmes et emploi/IAE, Santé mentale et IAE, Jeunes et IAE.

Il en est notamment ressorti, qu'en préambule à toutes positions de la Fédération, un axe fort soit réaffirmé: que le soutien pérenne aux structures soit conforté.

Extrait des échanges de la commission régionale IAE/Emploi du 26/10/2021:

«Aujourd'hui nous sommes face à un développement massif de l'IAE, mais les SIAE et notamment les ACI sont dans des situations de fragilité forte au niveau économique, du fait d'un manque de financement public. Beaucoup de situations financières précaires, avec des désengagements de nombreuses collectivités. Pour un développement qualitatif du secteur, il faut le soutenir plus structurellement et non uniquement par des appels à projets. Le modèle économique des SIAE, et plus spécifiquement de l'ACI est très précaire, et ne permet pas d'avoir une visibilité de long terme, ce qui n'est pas conciliable avec une politique de développement quantitative de l'IAE.»



RESAP Publication d'une première version du site internet RESAP à destination des médecins de ville

Ressources Santé et Précarité

Auvergne Rhône Alpes

Ce site se veut être un outil pratique à destination des professionnels de santé. Par un système de mots clés, vous serez orientés vers des fiches thématiques.

Rechercher par mots-clés... Rechercher

Depuis 2018, la Fédération régionale porte avec Médecins du Monde AuRA, la Coordination des PASS et le Réseau Social Rue Hôpital, un projet « Ressources Santé Précarité ». L'un des axes principaux de ce projet est la construction d'un portail internet « RESAP » se destinant en première intention aux médecins de ville. L'objectif étant de favoriser l'accès aux soins de droit commun des publics en situation de précarité.

Via ce site, les objectifs sont :

- D'**informer** les médecins sur l'accompagnement de personnes en situation de précarité,
- De **rendre plus lisible les dispositifs médico-sociaux et sociaux**
- De **favoriser la coordination entre les secteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires**

Le but est que les médecins concerné-e-s par l'accompagnement d'une personne en situation de précarité, puissent avoir les informations nécessaires pour accompagner au mieux la personne.

Le site a été pensé de la manière suivante :

- Une entrée par fiche thématique, avec une recherche par mot clé
- Un annuaire cartographié pour permettre aux médecins en consultation d'orienter les personnes vers les dispositifs adaptés.

Une première version a été publiée en novembre 2021. Depuis cette date, nous accumulons les retours utilisateurs des médecins et des financeurs pour apporter des modifications et proposer une version finale courant 2022.



9 SIAE ont terminé leur parcours de formation-action SEVE Emploi : une année de changement de pratiques, de nouvelles relations avec les entreprises, d'expérimentation de la médiation active...
et des résultats emploi durable à la clef !

Seve emploi: Appel à mobilisation et séminaire de journée: bilan de la 1ère année

L'année de formation des 9 SIAE de la promo SEVE Emploi 2021 touche à sa fin, avec de belles avancées et des sorties en emploi durable en augmentation dans chaque de ces structures. Toutes vont suivre sur cette lancée, et certaines candidatent à SEVE 2, pour déployer de **nouvelles pratiques de suivi dans l'emploi** pour sécuriser la prise des postes des salariés en transition.

Un nouvel appel à mobilisation s'ouvre peu avant l'été, pour assurer la relève. L'essaimage de SEVE Emploi en région a connu une belle progression durant cette première année, puisque désormais des candidatures au programme arrive de chaque département, et la typologie des structures se diversifie (Ateliers Chantiers d'Insertion exclusivement pour 2021, et des Associations Intermédiaires, Entreprises d'Insertion et Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion en plus pour 2022).

Une première année de déploiement de SEVE en région qui laisse donc entrevoir de belles perspectives pour la médiation active au sein des SIAE, mais aussi qui permet de dresser un bilan enthousiasmant: **66 sorties en emploi durable sur l'année, soit une augmentation de plus d'un tiers cumulé sur l'ensemble des 9 structures!**

Zoom sur les actions plateforme inter-réseaux IAE, pilotage FAS

Dans le cadre de la plateforme d'action inter-réseaux IAE, plusieurs actions concrètes ont été mises en œuvre sur l'automne 2021. Nous proposons ici un focus sur les actions pour lesquelles la Fédération régionale était pilote:

- **Les webinaires d'accompagnement renforcé à destination des dirigeants de SIAE**

Le développement des activités IAE au service de l'accroissement du nombre de parcours en insertion, impacte nécessairement des sujets liés à la gouvernance, au RH et au management des SIAE.

Réalisés à l'automne 2021, ils ont permis d'accompagner 63 dirigeants de SIAE, au service des enjeux auxquels ils font face:

- Gouvernance : Comment mieux impliquer la gouvernance dans les évolutions du projet associatif/coopératif?
- R.H : Comment développer les compétences des permanents en interne?
- Management : Comment mieux gérer les équipes et pérenniser les permanents
- Management : Comment mieux gérer les souffrances psychiques des permanents?

- **Les temps de sensibilisation à destination des nouveaux prescripteurs de l'IAE**

Plusieurs actions ont concrétisé ces temps de sensibilisation:

- Webinaires de présentation et de sensibilisation à l'IAE à destination des missions locales, en lien avec l'AMILAURA, et compilation d'un guide des bonnes pratiques partenariales entre SIAE et missions locales
- Webinaires de présentation et de sensibilisation à l'IAE auprès des adhérents du secteur AHI de la Fédération régionale et plus globalement de l'ensemble des nouveaux prescripteurs, comme par exemple le webinaire régional du 16 décembre 2021.
- Rencontre IAE et secteur handicap, journées portes ouvertes en Isère, en décembre 2021.

Clap de fin pour la promotion ETAIE 2020-2022

L'année 2021 a donc été marquée par cette promotion ETAIE, première accueillie dans nos nouveaux locaux rue Smith! Ainsi, tous les 15 jours, les stagiaires venaient pour 2 ou 3 jours de formation. Une promotion qui aura démarré à la fin du confinement de novembre 2020, et qui aura tout connu: déplacements limités, couvre-feu, lieux de convivialité fermés, confinement d'avril 2021, etc. Toutefois, l'entraide forte au sein du groupe, la dynamique pédagogique proposée, ainsi qu'un lieu agréable pour se réunir, ont été des conditions de succès non négligeables! La formation a pu se dérouler sans accros, en présentiel, et aucun abandon n'a eu lieu.

Le 18 janvier 2022 **les 10 stagiaires se sont présentés en Jury de Certification**. 8 d'entre eux ont été diplômés, et 2 ont validé partiellement leur formation.

La remise des diplômes prévue le 15 mars 2022 dans nos locaux, sera l'occasion de faire le bilan de ces 14 mois de formation, et de **féliciter** la persévérance de cette promotion particulière!



Une commission spéciale: Santé - participation

Le 6 décembre 2021, 20 membres de la commission santé se sont réunis pour construire **la feuille de route et les objectifs de la commission santé 2022**, mais également pour réfléchir à la place des personnes accompagnées dans la commission Santé.

Joanna Bartellemy, chargée de mission Travail Social, et notamment en charge de la participation à la Fédération régionale, était présente pour nous accompagner dans ce cheminement et nous donner quelques points de repères sur la participation: Comment pensons-nous la place des personnes accompagnées? Quels sont les objectifs de la commission santé? Quels sont les objectifs de la participation des personnes accompagnées? Ceux-ci-sont-ils cohérents? Quels niveaux de participations possibles? Quelles sont nos potentielles réticences à l'accueil des personnes accompagnées dans la commission santé? Quelles sont les adaptations nécessaires de la commission santé et de son animation pour favoriser la participation?

Afin de répondre au mieux aux attentes de chacun, la commission a décidé de proposer deux formats de commission-santé complémentaires:

Une commission santé «informations» de 2H en visio, ouverte largement aux adhérents de la Fédération et réservée aux professionnels. Les professionnels apprécient d'avoir un espace d'échanges dédié.

Une commission santé en format journée: un peu plus limitée en nombre de personnes. Il s'agira d'avoir des espaces de réflexion communs et de construction, au cours desquelles des personnes accompagnées (en fonction de la thématique de la commission) et professionnels pourront se réunir.

Catalogue de formation 2022 : construction du nouveau format avec graphiste

Un nouveau format du catalogue de formation a été travaillé à l'automne 2021 avec l'appui d'une graphiste, dans un objectif de plus de professionnalisation de cette activité. Cela a été l'occasion de redéfinir les 5 thématiques de formation proposées, pour plus de cohérence dans notre offre, et une meilleure articulation avec les besoins des associations et des professionnels.

Après un travail de plusieurs semaines, nous avons pu définir des visuels spécifiques en lien avec nos thématiques, ainsi qu'une présentation plus structurée et professionnelle, en lien avec les attentes Qualiopi.

Les thématiques retenues pour 2022 sont les suivantes:



Bilan annuel de l'activité d'Organisme de Formation

Suite à une année 2020 particulière, marquée par la crise sanitaire, et donc une baisse significative de l'activité formation, l'année 2021 a été marquée par un double challenge :

- **Reprendre le rythme de l'activité formation**, en s'adaptant à un contexte sanitaire et social bouleversé, pour permettre aux professionnels de montée en compétences et d'échanger entre pairs. La formation est un axe d'accompagnement indispensable pour outiller les professionnels et les organisations.
- **Opérer le virage de la qualité**, en passant la certification Qualiopi, indispensable pour les organismes de formation souhaitant travailler avec les opérateurs de compétences et permettre la prise en charge des formations.

Ces deux challenges ont été réussis avec succès en 2021 : nous avons retrouvé une activité formation assez similaire à 2019, et nous avons obtenu, en parallèle, la certification Qualiopi suite à notre audit en juillet 2021.

Nous avons recentré notre offre de formation 2021 uniquement sur des formations dites « catalogue », contrairement à 2018-2019 où nous avons des formations à réaliser dans le cadre de réponse à appel à projets spécifiques (AMO Grenoble).

Au total, en 2021, nous avons formé **243 stagiaires, avec 69 jours de formations pour 28 sessions de formation** réalisées. Les 243 personnes formées ont suivi un total de 4053 heures de formation, soit une moyenne de 16.7 heures par stagiaire (environ 2,5 jours de formation / stagiaire).

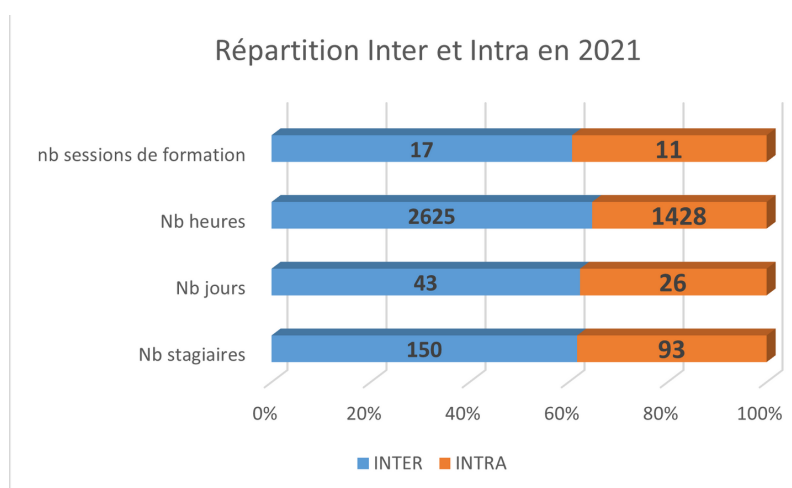
Depuis 2019 nous avons fortement orienté notre développement de l'activité formation sur les sessions en INTRA, afin de répondre à un double besoin :

- **Favoriser la montée en compétence des professionnels en équipe**, pour permettre une dynamique collective et une professionnalisation globale des associations
- **Se rapprocher des territoires éloignés de Lyon**, en déplaçant notre offre au sein des associations.

Ce développement des sessions en INTRA a été particulièrement adapté dans le contexte sanitaire, où les déplacements peuvent être plus complexes et où le besoin de faire équipe est plus fort. Si les sessions en INTRA ont été majoritaires en 2020, en 2021 nous avons retrouvé une dynamique plus équilibrée avec une majorité de sessions en INTER.

Les sessions INTER ont, pour certaines, été réalisées en format « distanciel », notamment en début d'année 2021 (3 sessions concernées). Enfin, 3 autres sessions INTER ont été réalisées en région PACA, dans le cadre du partenariat entre nos deux fédérations.

Aussi nous avons réalisé en 2021 11 sessions en INTRA et 17 sessions en INTER, détaillées comme suit :



Enfin, **la reprise de l'activité formation a été progressive en 2021, et sur les 28 sessions de formation organisées, 18 ont été réalisées au second semestre**. Les associations ont été dans l'attente des évolutions du contexte sanitaire avant de programmer des formations, et il a fallu attendre notamment le 2ème trimestre pour que les formations se relancent.

Ce démarrage tardif a décalé une grande partie de l'activité formation sur la période septembre-décembre, en même temps qu'une reprise généralisée de l'ensemble des autres activités de la Fédération.



Vie d'équipe et engagement

→ Des nouvelles recrues à la Fédé AURA!

La fin du 1er trimestre est marquée par des nouvelles arrivées au sein de l'équipe salariée de la Fédération régionale. En effet, au 1er mars 2021, **1** nouvelle arrivée, **1** évolution en interne et une stagiaire !

Justine Lehrmann, Coordinatrice régionale AHI-L, a rejoint l'équipe, sur le poste resté vacant depuis juin 2020, suite au départ de Fanny Gagnaire vers la direction du SIAO 42. Justine était auparavant salariée à FORS sur Paris.

Joanna Bartelley, stagiaire en alternance depuis septembre 2020, est devenue chargée de mission Travail social à compter du 1er mars 2021. Ses missions, commencées dans le cadre de son stage, ont pu être pérennisées et poursuivies, et ainsi lui permettre d'intégrer l'équipe salariée!

Nous avons également accueilli **Nureidy Gonzalez**, stagiaire jusqu'à fin juillet 2021, en appui notamment à l'accompagnement qualité de l'activité organisme formation, dans la perspective de la labellisation QUALIOPI.



→ Formation au plaidoyer

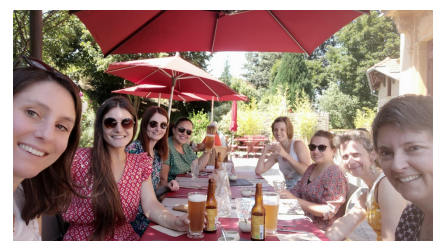
L'équipe salariée régionale et la Présidente de la Fédération régionale, ainsi que les équipes du groupement des possibles (38), ont participé pendant 2 jours à Grenoble en décembre 2021 et deux ½ journées en janvier 2022, à une **formation sur le plaidoyer «Formation-accompagnement au plaidoyer»** réalisée par l'organisme 6pm.

Cette formation a permis de mieux **appréhender la méthodologie et les outils de la démarche de plaidoyer**. Elle a aussi permis aux équipes de la Fédération de partager des temps de réflexions avec les salariés du Groupement des Possibles en Isère.

→ Journée stratégique interne

Deux fois par an toute l'équipe salariée régionale se réunit dans le cadre de la «journée stratégique». L'occasion à mi-année de faire un premier bilan, d'aborder sereinement la seconde partie de l'année et d'évoquer des perspectives pour l'année suivante. Pour 2021, le choix a été fait de délocaliser ce temps en dehors de Lyon.

Au cœur des échanges pour cette journée du 19 juillet 2021, **la transversalité de nos actions, de nos thématiques, de nos projets!** Une journée riche en échanges, qui nous ont permis d'avancer collectivement mais aussi de resserrer les liens entre nous, après 1 an et demi de période covid et donc d'absence de moments de convivialité! Ce fut une très belle journée à la Source Dorée, lieu de «ressourcement» situé à Saint-Pierre-la-Palud.





Vie d'équipe et engagement

→ Engagement

En 2021, l'équipe de la Fédération régionale a participé à plusieurs actions :

- **Challenge mobilité** organisé par la Région Auvergne Rhône-Alpes, pour favoriser les déplacements au travail autrement que seule dans sa voiture. Ça tombe bien, à la Fédération régionale, on ne va jamais au bureau en voiture mais en vélo, à pied, en train, en métro ou en tramway! Nous avons fini 2ème de notre catégorie et nous avons gagné de nombreux lots offerts par la Métropole de Lyon.
- **Courir pour elles**, pour lutter contre le cancer du sein. Une partie de l'équipe a marché ou couru au parc de Parilly, avec le tee-shirt rose reconnaissable de cette initiative!
- **Oxfam Trail** : L'équipe de compétition de la Fédération régionale a relevé le défi de marcher 100km pour un monde plus solidaire. Ce trail est organisé par Oxfam France, association qui lutte contre la pauvreté et combat les inégalités qui l'alimentent. Les filles de l'équipe se sont rendues à Dieppe en Normandie pour porter haut les couleurs de la Fédération régionale! Encore bravo à l'équipe pour leur persévérance et leur bravoure!



L'équipe salariée et le conseil d'administration

L'équipe salariée régionale

- Pascale Blanchetière, déléguée régionale
- Joanna Bartelley, chargée de mission participation et travail social
- Delphine Charlet, chargée d'administration et de communication, coordinatrice régionale Respirations - action culture
- Christèle Hervagault, coordinatrice régionale santé
- Justine Lehrmann, coordinatrice régionale accueil, hébergement, insertion, logement
- Emmanuelle Tello, coordinatrice régionale emploi et formation
- Alexandra Vaudatin, animatrice régionale Seve emploi
- Nureydi Gonzales, stagiaire

Le Conseil d'administration régional

Collège Administrateurs

Maryse Bastin (Secrétaire)
Patrick Bédia (Vice-Président)
Jean Jacques Bosc
Annie David
Jany Guillot (Vice Présidente d'honneur)
Marisa Lai-Puiatti (Présidente)
Jean-Yves Langanay
Elisabeth Paccard
Philippe Tiberghien

Collège Salariés Cadres

Marion Brunat-Mortier
Luc Chambolle
Jean-Marc Daveine (trésorier)
Damien Delahaye
Hélène Jarousse
Sarah Klajnberg (Vice-Présidente)
Yannick Lucot (secrétaire adjoint)
Francis Silvente (Vice-Président)
Chrystel Tarricone

Collège Salariés non cadres

Amandine Ada
Régis Durris
Magali Forestier
Déborah Metge
Paola Pradier

Collège Personnes ressources

Steve Coutard
Jacques Foucard
Youssef Koné
Mohamed Mamaissaka Sylla
Faten Yafhoufi

Les délégués départementaux

Yannick Lucot, Allier
Stéphane Bour, Ardèche
Michel Galiana, Drôme
Sébastien Templier, Drôme

Sarah Daligaux, Haute-Savoie
Martin Larible, Isère
Alain Galland, Loire

Mathieu Lombardy, Puy de Dôme
Paule Tamburini, Savoie (Trésorière adjointe)



Nos actions ont été soutenues par...



AG2R LA MONDIALE



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Fédération
des acteurs de
la solidarité

Fondation
de
France



GRAND LYON
la métropole



INSTITUT RÉGIONAL
JEAN BERGERET



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

Liberté
Égalité
Fraternité



PRÉFET
DE LA DRÔME

Liberté
Égalité
Fraternité



PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME

Liberté
Égalité
Fraternité



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

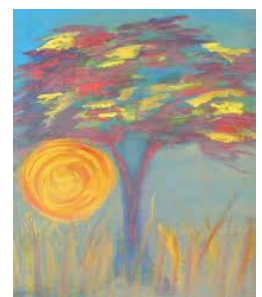
STRATÉGIE
DE PRÉVENTION ET
DE LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



VILLE DE LYON



Ils nous ont rejoints en 2021...





Fédération
des acteurs de
la solidarité

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Fédération des acteurs de la solidarité Auvergne-Rhône-Alpes
63 rue Smith, 69002 Lyon



<https://www.federationsolidarite.org/regions/auvergne-rhone-alpes/>



<https://www.facebook.com/Federationsolidariteaura>



Fédération des acteurs de la solidarité AURA